

TENTATIVE D'EXTORSION DE FONDS CONTRE LE P/APC DE BOUMERDÈS

Un vice-président du Sénat et un vice-président de l'APW cités comme témoins

Processus d'accomplissement d'un crime de racket empêché par des complicités ou coup monté contre le P/APC de Boumerdès, Sarni Mohand ? La réponse pourrait venir le 7 septembre du tribunal de Boumerdès.

L'affaire d'accusation par M. Mohamed, commerçant à Boumerdès, du P/APC de Boumerdès, Sarni Mohand, élu sur la liste du Parti des travailleurs, de tentative d'extorsion de fonds, a connu une évolution pour le moins inattendue. Et pour cause, l'accusateur est sous mandat de dépôt pour délit d'accusation non fondée et dépôt de plainte illégal.

Retour sur cette affaire. Selon ce que nous a confié M. Mohamed au lendemain du dépôt de plainte – faite auprès de la BMPJ de Boumerdès le 28 juillet 2009 — et juste avant son arrestation, le demandeur d'argent, voyant que son rabatteur avait échoué dans sa mission pour récupérer la somme demandée, le P/APC de Boumerdès a donc fait le trajet depuis Tipasa pour prendre la somme demandée. Il précisa que les policiers qui ont entendu une conversation entre lui et Sarni ont mis en place un dispositif pour les arrêter en flagrant délit.

Toujours selon lui, les billets qu'il devait remettre au P/APC ont été photographiés et un policier a été dépêché à l'endroit

convenu pour prendre des photos de la remise de l'argent. Selon lui, le P/APC s'est ravisé à la dernière minute.

Sûr de ses propos, il nous a déclaré que le traquenard est tombé à l'eau à cause d'une fuite. Il a estimé qu'il y avait trop de personnes qui étaient au courant de cette affaire.

Effectivement, le jour de notre rencontre, quelques jours après le dépôt de plainte, nous l'avons trouvé attablé à la terrasse de son café avec trois entrepreneurs qui ont leurs entrées au siège communal.

Sur le moment, Mohamed nous a confié que ses visiteurs du jour avaient pour mission de le convaincre de retirer sa plainte. Or, voilà qu'une autre explication sur cet échec du flagrant délit circule ces derniers jours à Boumerdès.

En effet, une source ayant suivi de près ce dossier nous a déclaré que M. Mohamed, pris de remords, n'est pas allé jusqu'au bout de sa démarche. Il aurait en quelque sorte joué un mauvais tour et à la justice et à la police. Selon cette source, M. Mohamed avait, en effet, les moyens et

pouvait impliquer le P/APC et permettre aux policiers de le surprendre. Bizarrement, il a fait marche arrière. Il s'est retrouvé donc ce lundi devant la présidente du tribunal correctionnel de Boumerdès accusé de dénonciations infondées et de dépôt de plainte illégal. Si les débats ont été ouverts, les observateurs sauront un peu plus sur ce dossier. Cette affaire, qui a choqué l'opinion publique, n'a pas livré tous ses secrets. Des questions taraudent les esprits des observateurs à Boumerdès.

Y aurait-il un processus d'accomplissement d'un crime de racket qui a été stoppé d'une manière ou d'une autre par des complices tapis dans l'ombre obstruant le travail des enquêteurs et de la justice ? Dans le cas contraire, le PAPC de Boumerdès serait-il victime d'un coup monté ? Rencontré en compagnie d'un de ses colistiers il y a quelques jours, ce dernier nous a affirmé que cette affaire n'est qu'un simple malentendu. Ne cherche-t-il pas seulement à atténuer l'ébruitement cette affaire qui le met en mauvaise posture ?

En tout état de cause, ce sont probablement les témoins appelés à la barre qui donneront une réponse ou des éléments de

discernement de cette affaire. Par ailleurs, l'opinion publique saura le rôle qu'a joué chacun d'eux dans ce dossier.

A l'appel, ce lundi, de la présidente du tribunal correctionnel de Boumerdès, malheureusement seuls le secrétaire général de la commune, C. Rabah, et l'entrepreneur, qui faisait partie du trio sus-cité, S. Amrane, ont répondu. Par contre, le sénateur du RND également vice-président de cette institution, D. Boualem, B. Djillali, vice-président de l'APW de Boumerdès, et D. Mohamed, ancien sénateur RND actuellement vice-président de l'APC de Boumerdès, ont fait défaut obligeant la présidente à reporter l'affaire au 7 du mois prochain.

A noter que la demande de la liberté provisoire, pour des raisons médicales du prévenu, qui est effectivement malade, a été rejetée par la magistrature. A l'issue de cette première audience, plusieurs parties impliquées dans cette affaire et des simples citoyens s'étonnent de l'absence de ces responsables politiques à l'appel de la justice pour l'éclairer lui permettant d'élaborer un verdict juste.

Abachi L.

PRODUCTEURS DE LAIT DE TIZI OUZOU

Un conflit se dessine

Un conflit se dessine entre les éleveurs producteurs de lait, d'une part, l'Onil et les transformateurs d'autre part. C'est ce que l'on peut craindre à la lecture de la déclaration de l'association des éleveurs producteurs de lait cru qui dénonce la baisse en cascade du prix d'achat du lait cru appliqué de façon unilatérale par l'Onil et les transformateurs.

Ceci, en violation des conventions signées par les éleveurs producteurs de lait avec l'Onil et les transformateurs. Le prix de cession du lait cru collecté auprès des éleveurs qui était fixé à 34 DA a subi, en mai

dernier, une première baisse unilatérale de 2 DA ; il enregistre encore, en violation des conventions liant les 3 parties, une deuxième baisse équivalente qui le ramène de 32 à 30 DA. Il est pour le moins aberrant, aux yeux des éleveurs producteurs de lait, qu'on invoque un arrêté vieux de 16 ans, arrêté interministériel du 18/08/ 1993, pour justifier cette baisse arbitraire nonobstant les toutes récentes conventions liant les trois parties fixant le prix à 32 DA. Ces baisses successives ont pour effet, telles que comprises par l'association concernée, de

réduire à néant la subvention de 12 DA le litre accordée par l'Etat pour développer la production laitière nationale et réduire la facture d'importation du lait de l'étranger.

L'association demande, dans sa déclaration déposée à notre bureau, l'annulation pure et simple des conventions foulées au pied par l'Onil et les transformateurs, et une rencontre avec le ministre de l'Agriculture afin de trouver une solution visant à sauvegarder la filière lait menacée de disparition, selon elle.

B. T.

DRAÂ-EL-MIZAN

Le taux de natalité en chute libre

Les écoles primaires de toute la localité de Draâ-El-Mizan reçoivent de moins en moins d'élèves en classes préparatoires et en première année élémentaire.

Le nombre de scolarisés par classe ne dépasse guère les 25 élèves par classe dans certains endroits et n'atteignent même pas 20 dans d'autres. Pour les uns, les progrès sensibles accomplis par la contraception et la situation sociale des habitants seraient les principales causes de la chute libre du taux des naissances tandis que pour d'autres, cela s'explique par la prise de conscience des gens des difficultés sociales qu'ils rencontrent en ayant des familles nombreuses. Si l'on jette un

regard dans le rétroviseur, on remarquera que dans les années 1980 notre pays s'était placé parmi les pays en tête où le taux de fécondité était le plus élevé au monde. A présent, une stabilité se fait ressentir à travers tout le pays. C'est le cas à Draâ-El-Mizan où les centres de prévention et de régulation des naissances reçoivent quotidiennement des centaines de mères de famille pour une prise en charge dans l'espacement des naissances. «Notre société est en pleine

mutation. Le changement dans le train de vie des couples algériens s'est opéré dans le bon sens. Les multiples inconvénients que rencontrent les familles nombreuses dans notre société ont instruit les jeunes de maintenant à planifier leurs familles.

Cela est une très bonne chose, n'oublions pas que dans les années 1980, on comptait en moyenne sept enfants par femme alors qu'à présent on n'en compte que deux», nous dira un pédiatre. C'est ce qui ressort d'ailleurs du service des vaccinations au niveau de la polyclinique locale où le nombre

de bébés vaccinés ces dernières années a chuté par rapport aux années précédentes où plusieurs dizaines de doses étaient utilisées quotidiennement.

Les moyens de contraception orale et le suivi régulier du planning familial mis gratuitement à la disposition des femmes ont joué un rôle important dans la régulation et l'espacement des naissances. Toutefois, les conditions sociales difficiles ne sont pas étrangères à cette baisse du taux de natalité, car le recul de l'âge du mariage pourrait être l'une des causes citées plus haut.

Slimane S.

BOUIRA

Des soirées moroses

Les années se suivent mais ne se ressemblent pas. A Bouira, l'on a l'impression que les critiques que nous avons émises à propos des soirées ramadanesques de l'année dernière sont encore d'actualité. En effet, l'on se rappelle, l'année dernière déjà, et au tout début du mois sacré, que nous avions émis certaines critiques concernant la morosité ambiante des soirées ramadanesques.

Comparées aux soirées que les Bouiris sont en train de vivre présentement, l'on peut dire, sans risque de nous tromper, que celles des années précédentes étaient de loin bien meilleures et plus mouvementées.

Pour essayer de donner une explication à cet «ankylosisme» qui est en train d'affecter profondément la société algérienne, d'aucuns parlent de la cherté de la vie et de la dégradation du pouvoir d'achat, d'autres de l'avancée spectaculaire du vide sidéral qui caractérise la scène culturelle, favorisé, il est vrai, par l'échec total du système éducatif algérien, et de l'islamisme au point où la société est devenue fataliste à merci, en acceptant le mauvais sort qui s'est jeté sur le pays avec comme malédiction les gouvernants qui sont à la tête de ce pauvre pays.

Une pays que rien ne prédestinait à cette situation des plus catastrophiques où les islamistes, avançant par petits pas, sont arrivés jusqu'à remettre en cause, grâce à leur mainmise sur la société, l'application des décisions de l'Etat comme celle du nouveau week-end pour lequel ils ont eu l'ingéniosité de s'agripper au vendredi, en faisant de la journée du samedi une journée de repos inutile...

Ainsi, à Bouira, pendant ces premiers jours du Ramadan et en attendant de voir le programme d'animation culturelle et artistique de la direction de la culture qui tarde à venir, les Bouiris se retrouvent livrés à eux-mêmes, surtout ceux qui ne font pas la prière. Les seuls refuges qui leur sont offert se comptent sur les doigts d'une seule main, quelques cafés maures continuant à pratiquer le loto et d'autres servant de points de rencontres entre amis autour d'un café.

En somme, à Bouira, le quotidien des journées ramadanesques se résume pour les uns en genuflexions (*tarawih*) et pour les autres en résignation...

Y. Y.

SOUK-AHRAS

Un homme retrouvé pendu à Baral Salah

Dans l'après-midi de mardi, vers 17h, à Baral Salah, une agglomération relevant du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras, un homme âgé de 48 ans, sans profession, et père de deux enfants, a été découvert pendu à une corde à l'intérieur de sa maison.

Le corps sans vie a été transporté par les services de la Protection civile à l'hôpital de Souk-Ahras.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

Barour Yacine